



LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AVANT TOUT



DISTRIBUÉ PAR

La
Revue
du **Trombinoscope**



CE SUPPLÉMENT A ÉTÉ PRODUIT PAR DODS IMPACT
POUR LE COMPTE DE CENTER FOR SUSTAINABLE
PALM OIL. LA RÉDACTION DE DODS N'A PAS ÉTÉ
IMPLIQUÉ DANS LA CRÉATION DE CE CONTENU,
ET LES OPINIONS EXPRIMÉES SONT CELLES DES AUTEURS
ET NON DU TROMBINOSCOPE OU DU GROUPE DODS

INTRODUCTION

Cette année a remis les pendules de l'humanité à l'heure. Le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations unies a publié un rapport historique qui brosse un portrait bien sombre de l'avenir ; un avenir dans lequel tous les scénarios possibles nous amènent à franchir la limite de +1,5 °C et à déclencher une catastrophe climatique. Sauf si nous parvenons à réduire de moitié nos émissions de CO₂ et à capter rapidement le dioxyde de carbone de l'atmosphère. Rien d'étonnant, donc, à ce que le président français, Emmanuel Macron, ait qualifié de « combat du siècle » la lutte contre la destruction du climat et de l'environnement.

Mais ce combat ne saurait être livré ni remporté seul. Il exige de coopérer en promouvant la durabilité, en défendant l'équité et en tenant réellement compte des besoins des personnes les plus vulnérables et les plus touchées par le changement climatique. Autrement dit, nous ne pourrons nous libérer de cette crise climatique que si les principes d'égalité et de fraternité éclairent les échanges et partenariats internationaux.

Il faut pour cela que les États les plus puissants, tels que la France, s'engagent activement aux côtés de leurs partenaires en développement, et formulent une stratégie climatique qui prenne en compte les réalités, les difficultés et les réussites propres aux pays en développement. Et notamment les intérêts liés à l'huile de palme durable.

Au nom du CSPO, j'ai le plaisir de proposer une nouvelle devise : Liberté, égalité, fraternité et durabilité. Nous avons pour ambition de susciter des discussions critiques et nuancées sur l'huile de palme durable et les relations étrangères de la France, notamment avec l'Afrique et la région indo-pacifique. L'objectif de ce supplément est de braquer les projecteurs plus vulnérables et oubliés de la société qui pâtissent des politiques sur le changement climatique et l'huile de palme. Il s'agit avant tout des petits exploitants agricoles, qui composent une large part du secteur mondial de l'huile de palme.

Fort heureusement, dans certaines régions du monde, des gouvernements comme celui de la Malaisie ont déjà mis au point des programmes durables ayant abordé ces problématiques avec brio. Le programme Malaysian Sustainable Palm Oil (MSPO) a déjà intégré des dizaines de milliers de petits exploitants agricoles au secteur de l'agriculture durable, faisant d'eux autant d'acteurs de cette solution mondiale que nous appelons de nos vœux.

A l'heure de la COP26, les pays comme la France qui ont largement contribué à l'élaboration des objectifs de développement durable des Nations unies pour 2030 ne doivent pas en oublier la devise : « Ne laisser personne pour compte ». ■



Paulo Casaca est membre du conseil consultatif du CSPO. Cet homme politique portugais a été député européen pendant plus de 10 ans

SOMMAIRE

- 4 Muhammed Magassy**
Décolonisation
du commerce
- 6 Nafeez Ahmed**
Décarbonisation de
la consommation ?
- 8 Robert Hii**
Les agriculteurs pris en étai
- 10 Ndileka Mandela**
Climat et droits des
agricultrices
- 12 Jeremy Lissouba**
Urgence et réalisme
- 14 Mariam Harutyunyan**
Préoccupations des
consommateurs



Dods Impact est le studio interne de contenu du groupe Dods. Pour savoir comment Dods Impact peut aider votre organisation, email : daniel.bond@dodsgroup.co.uk

Éditeur

Daniel Bond

Responsable éditorial (EU)

Jonathan Benton

Responsable éditorial (EU)

Rajnish Singh

Directeur artistique **Tim Shepherd**

Design

Antonello Sticca

Matt Titley • Max Dubiel

Dods est largement respecté pour sa production d'autorité et indépendante. • Sa politique est d'accepter des publicités représentant de nombreux aspects d'un débat et provenant d'une variété d'organisations. • Dods ne prend aucune position politique sur les messages contenus dans les publicités mais exige que tout contenu soit en stricte conformité avec la loi. La reproduction totale ou partielle de tout article est interdite sans autorisation écrite préalable.

Dods

Tour Voltaire

1 place des Degrès

CS 80235 Puteaux

92059 Paris La Défense cedex

© Dods 2021

Imprimé par Printcorp

UNE CRISE DE SURVIE MENACERA LES PETITS PRODUCTEURS D'AFRIQUE SI NOUS NE DÉCOLONISONS PAS LE COMMERCE

Pour **Muhammed Magassy**, la France et le reste de l'Occident doivent reconnaître le rôle que joue leur passé colonial dans la détresse des petits exploitants africains

L'huile de palme est vivement contestée en France : son exclusion des biocarburants admissibles en France est entrée en vigueur en 2020. Greenpeace France a mené campagne en faveur de cette interdiction, au nom de la lutte contre la déforestation, mais en a oublié les petits exploitants.

En Afrique, la grande majorité des producteurs d'huile de palme sont de petits exploitants qui ne présentent pas une grande menace pour la forêt primaire. L'interdiction de l'huile de palme décidée par la France va anéantir leurs moyens de subsistance. Sur le continent africain, la culture de l'huile de palme ne date pas d'hier : le palmier à huile,

doivent garder à l'esprit le contexte historique dans lequel le secteur de l'huile de palme a vu le jour, jusqu'à devenir une locomotive économique qui a tiré des millions de petits producteurs de la pauvreté.

La taxe imposée par le Gouvernement français sur l'huile de palme avait déjà fait l'objet des critiques de l'Initiative for Public Policy Analysis (IPPA), pour qui cette taxe freine la lutte contre la pauvreté sur le continent africain. L'IPPA voit dans cette mesure une tentative néocoloniale de donner des ordres à l'Afrique et d'enrichir les entreprises européennes, au détriment

datant de l'époque coloniale. On constate que certains États ont tendance à faire peser le fardeau du changement climatique sur les pays du Sud pour tenter de développer leur propre économie : en quelque sorte, l'Occident scie les barreaux de l'échelle qu'il a utilisée pour se hisser jusqu'à la prospérité.

Pourtant, face à la crise climatique, les pays du Nord et du Sud sont confrontés à des réalités bien différentes.

Dans les pays du Nord, l'opulence des habitants fait que leur empreinte carbone est 100 fois supérieure à celle de tous les pays pauvres combinés, selon OXFAM. Un fossé que l'on retrouve dans la lutte contre le changement climatique : la consommation des États figurant parmi les 1 % plus riches reste 35 fois supérieure à ce qu'exige l'Accord de Paris.

Selon l'ancien Secrétaire-général des Nations unies, Ban Ki-Moon, les petits producteurs sont la clé du combat contre le changement climatique : un nouveau consensus impliquant les agriculteurs, qui harmonisera les politiques en rassemblant un large éventail de parties prenantes, dont les gouvernements, permettra à la fois de garantir la sécurité alimentaire, de protéger la biodiversité et d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre.

La Malaisie nous livre un bel exemple de réussite : la certification nationale Malaysian Sustainable Palm Oil (MSPO), conçue pour soutenir les petits exploitants. Grâce à ce programme, environ 90 % de l'huile de palme de Malaisie est certifiée, et le rythme de la déforestation dans le pays baisse depuis quatre années consécutives.

L'huile de palme offre à des millions d'agriculteurs de meilleures perspectives d'avenir, et permet de satisfaire la demande en huile de cuisson abordable des pays à bas revenus. Si l'huile de palme perd en popularité auprès des consommateurs européens, les producteurs n'auront d'autre choix que de se tourner vers d'autres marchés n'ayant pas pris de solides engagements en faveur de la durabilité comme

« On constate que certains États ont tendance à faire peser le fardeau du changement climatique sur les pays du Sud pour tenter de développer leur propre économie »

qui produit « l'or rouge », est originaire d'Afrique de l'Ouest.

En Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est, le secteur de l'huile de palme s'est développé en réponse à la demande croissante de l'Occident. Lorsqu'elles élaborent leurs politiques commerciales, les anciennes puissances coloniales

des agriculteurs africains.

La France a eu beau parer sa taxe de vertus écologiques, on comprend vite pourquoi celle-ci a ravivé des souvenirs



Elaeis guineensis



l'a fait l'Union européenne : nous assisterons alors à une « fuite » vers ces marchés et à une hausse de la déforestation.

Il n'existe aucun substitut viable pour l'huile de palme : dans les pays tropicaux, il s'agit de la culture commerciale la plus à même d'améliorer les revenus des petits exploitants ruraux. L'huile de palme donne de meilleurs rendements que les autres cultures, est plus résiliente, résiste mieux aux maladies et peut donc affronter le changement climatique.

D'après l'UICN, l'interdiction de l'huile de palme entraînerait une hausse de la production de cultures plus gourmandes en terres, ce qui ne ferait que déplacer la perte de biodiversité. Nous devons donc faire en sorte que toutes les parties concernées (gouvernements, producteurs et chaîne d'approvisionnement) honorent leurs engagements en faveur de la durabilité. Les programmes nationaux, tels que le MSPO, sont de puissants outils pour garantir l'inclusion des petits producteurs.

« Liberté, égalité, fraternité » : une devise qui ne doit pas seulement s'appliquer

à l'intérieur des frontières de la République française, mais doit aussi aiguiller les actions de la France en Afrique. Emmanuel Macron ne parviendra à redonner vie à la Françafrique que si les politiques commerciales et climatiques sont décolonisées.

La COP26 renferme le potentiel d'unir le monde dans la lutte contre le changement climatique. On ne saurait toutefois résoudre une crise mondiale avec des politiques unilatérales, qui risquent, dans le pire des cas, d'entraîner une crise de survie chez les plus vulnérables : les petits exploitants agricoles. ■



Muhammed Magassy est membre du conseil consultatif du CSPO, de l'assemblée nationale de la Gambie et du Parlement de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

NOUS NE DÉCARBONERONS PAS LA CONSOMMATION SANS COLLABORATION INTERNATIONALE

Pour Nafeez Ahmed, interdire certains produits aidera peut-être la France ou l'Union européenne à faire baisser leurs émissions intérieures de CO2, mais ces produits n'en deviendront pas forcément durables pour autant

Plus de 20 000 responsables publics et privés se sont réunis à Glasgow à l'occasion de la COP 26, afin de débattre de la stratégie à adopter pour accélérer la lutte contre le changement climatique. Ce qui était à l'ordre du jour est important, mais ce qui n'y était pas assez l'est tout autant.

Le dernier sommet des Nations unies sur la diversité biologique, qui s'est tenu en septembre, a suscité beaucoup moins d'intérêt que la COP 26, malgré le risque bien réel d'un effondrement de la biodiversité.

Mais la déforestation est un sujet tabou, en dépit de son impact sur le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité. Pas moins de la moitié des 25 % d'émissions de gaz à effet de serre (GES) imputables au secteur foncier provient de la déforestation et de la dégradation des forêts.

Étant données sa contribution historique aux émissions mondiales de CO2, et la prospérité supérieure dont elle jouit par conséquent, l'Europe est non seulement plus fautive, mais aussi davantage en mesure, y compris sur le plan économique, d'aider à enrayer le changement climatique. Certes, l'Europe a pris des engagements forts

pour combattre la déforestation grâce à des mécanismes juridiques et politiques, mais dans l'ensemble, ils sont trop timides, se trompent de cible ou aggravent le problème.

Selon un avant-rapport qu'a pu consulter *The Guardian*, la Commission européenne travaille à l'élaboration d'une législation anti-déforestation qui ciblerait « le bœuf, l'huile de palme et les autres produits liés à la déforestation », en interdisant leur vente sur le marché unique européen. Cette législation complète d'autres engagements pris en ce sens sur le marché unique. Ainsi de la stratégie nationale contre la déforestation de la France qui, d'après son gouvernement,

s'accompagnera d'une subvention annuelle de 60 millions d'euros destinée à la « gestion durable et la reforestation ».

Malheureusement, ces méthodes présentent de graves lacunes. Par exemple, la législation proposée par l'UE exclut les savanes et les zones humides de ses mesures de protection, et donc une région comme le Cerrado brésilien, qui abrite pas moins de 5 % de la biodiversité mondiale et stocke environ 13,7 milliards de tonnes de dioxyde de carbone. La destruction du Cerrado rendrait certainement le changement climatique irréversible.

La question de la cible se pose également.

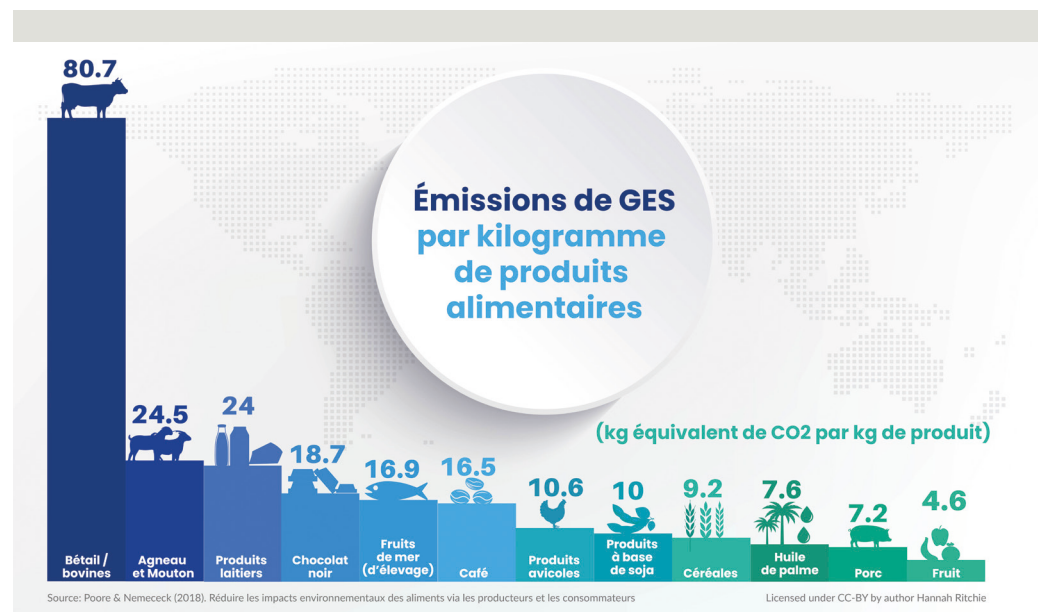
L'Union européenne comme la France estiment que le bœuf et l'huile de palme sont tout aussi « liés à la déforestation » l'un que l'autre. Pourtant,

comme le montre trop bien cette infographie ci-dessous, l'un de ces produits menace bien plus les forêts que l'autre :

Pourquoi le bœuf et la production de viande bovine ne sont-ils pas la cible principale de la proposition de législation ?

Sachant que ce sont les habitudes de consommation des Européens qui alimentent les priorités de production des pays du Sud, si l'Europe ambitionne réellement d'endiguer la déforestation, elle devrait s'attarder davantage sur sa propre responsabilité.

Une étude parue récemment dans *Nature Ecology & Evolution* révèle qu'entre 2001 et 2015, les grands pays européens et le Japon ont importé de l'étranger plus de 90 % de leur empreinte nationale de déforestation, dont 46 à 57 % de forêts tropicales, qui se trouvent bien entendu dans les pays du Sud. La France a notamment



importé 2,2 millions de tonnes de tourteaux de soja entre 2019 et 2020, dont près de 90 % en provenance du Brésil.

La France est le premier importateur de tourteaux de soja brésiliens de l'Union européenne, et entre 2005 et 2017, le soja destiné à l'alimentation animale à travers l'UE a entraîné plus de déforestation que toute autre matière première dans la région. Si la France en particulier, et l'Union européenne en général, veulent prendre des mesures significatives, immédiates et durables contre la déforestation, elles vont devoir rectifier leur stratégie en ciblant les causes principales de cette déforestation.

Comme je l'ai souligné dans le magazine *Vice*, l'huile de palme émet bien moins d'émissions de GES que le bœuf et le soja, et a donc un impact écologique moindre. De plus, une approche

« Si la France en particulier, et l'Union européenne en général, veulent prendre des mesures significatives, immédiates et durables contre la déforestation, elles vont devoir rectifier leur stratégie en ciblant les causes principales de cette déforestation »

réactionnelle face à l'huile de palme risque bien de déplacer la demande vers des alternatives plus nocives. Tandis que les progrès accomplis en matière de déforestation par les secteurs du bœuf et du soja sont dérisoires, de véritables avancées ont par exemple lieu en Malaisie, un important producteur d'huile de palme. Grâce au programme Malaysian Sustainable Palm Oil (MSPO), un véritable coup d'arrêt y a été mis à la déforestation ces dernières années. Au lieu d'interdire

des objectifs que des sommes affectées. Le legs le plus grave des interdictions généralisées décrétées par l'Europe sur toutes les matières premières présentant un risque pour les forêts, réside peut-être dans le fait qu'elles ont gravé dans l'esprit des consommateurs l'idée que tous ces produits sont aussi nocifs les uns que les autres, et qu'il faut tous s'en débarrasser. Mais les pays du Sud sont tout sauf homogènes, et nous devons trouver des solutions pour soutenir les progrès concrets réalisés dans certains

aveuglement l'huile de palme, la France et l'Europe feraient donc mieux de s'intéresser à ce programme, de le soutenir, de l'exporter et de le développer.

Par ailleurs, les engagements pris en faveur d'une « gestion durable et de la reforestation » doivent être revus très à la hausse, aussi bien sur le plan

secteurs, tout en décourageant les pratiques néfastes.

Le gros problème, c'est qu'interdire des produits aidera peut-être la France ou l'Union européenne à faire baisser leurs émissions intérieures de CO₂, mais ces produits n'en deviendront pas forcément durables pour autant. Une telle interdiction ne fait qu'encourager les producteurs à trouver des moyens de la contourner, par exemple en cherchant de nouveaux marchés moins regardants sur les normes de production. Il nous faut donc un objectif différent qui s'inscrive dans un contexte plus ambitieux et global : transformer la production de toutes ces matières premières.

La situation appelle donc une approche systémique, et non symptomatique. L'Europe et les pays du Sud doivent œuvrer, de concert, de façon exhaustive et holistique, à transformer la production agricole. À ce jour, le désengagement et le boycott n'ont jamais porté leurs fruits. Nous avons besoin

d'une mobilisation réciproque, et d'engagements collectifs.

Le dernier sommet des Nations unies sur la diversité biologique et la COP 26 semblent traduire une évolution positive, et c'est heureux. Toutefois, ils ne s'attardent toujours pas assez sur la nécessité de travailler *avec* les pays du Sud, et non *contre*.

Fort heureusement, l'Europe saura trouver des partenaires déterminés : il lui suffit d'ouvrir les yeux. ■



Le docteur Nafeez Ahmed est directeur exécutif du System Shift Lab, chercheur associé au Schumacher Institute for Sustainable Systems et journaliste d'investigation et stratège du changement ayant reçu de nombreux prix



LES AGRICULTEURS PRIS EN ÉTAU ENTRE LES MANŒUVRES POLITIQUES ET L'HUILE DE PALME

Selon Robert Hii, la hausse des coûts de production au nom de la protection de l'environnement risque de porter préjudice aussi bien aux agriculteurs français que malais, avec en toile de fond une crise de la survie

Dans les pays producteurs d'huile de palme du Sud-Est asiatique, des murmures inquiets se font entendre : on craint qu'en passant sous présidence française, la Commission européenne n'affiche une position hostile envers l'huile de palme qu'ils produisent, et ne mette ainsi en péril les moyens de subsistance de centaines de milliers de petits producteurs. Une crainte qui trouve d'ailleurs écho en France.

D'aucuns diront que ces peurs n'ont pas lieu d'être, mais les faits sont là : en 2020, la France a interdit l'utilisation d'huile de palme comme biocarburant, donnant ainsi gain de cause aux sceptiques. Seul le temps nous dira si l'Union européenne sous présidence française reviendra sur cette décision. Cependant, le maintien de ces restrictions risque fort de détourner l'attention du vrai problème au détriment des agriculteurs, notamment ceux des pays en développement.

Voilà déjà quelque temps que les agriculteurs français battent le pavé pour protester contre le projet de réforme de la PAC. Ils craignent, entre autres choses, que cette réforme ne leur impose de nouvelles contraintes en matière d'innovation et d'amélioration environnementale.

D'après la FNSEA, le syndicat agricole français, « la CAP s'oriente [...] vers le financement d'actions environnementales déconnectées de l'acte de production », et laissera sur le carreau ceux qui « ne rentrent pas dans les cases prévues ». Les agriculteurs craignent que leurs revenus déjà faibles ne diminuent encore.

En France, les inquiétudes portent en grande partie sur la question de la négociation de prix justes entre les agriculteurs et la grande distribution, celle-ci étant accusée de ne pas rémunérer au juste prix les producteurs. Un observateur novice ne fera peut-être pas le lien, mais le fait est que les producteurs d'huile de palme en Malaisie sont confrontés à une crise similaire.

Les cours élevés de leurs récoltes en cet après-pandémie masquent le fait que des années durant, avant la Covid-19, les cours étaient si bas que de nombreux agriculteurs avaient dû délaissier leurs terres et accepter la première offre d'emploi venue pour subvenir aux besoins de leur famille. On les encourage vivement à adhérer à de coûteux programmes de certification volontaire, qui les mettent souvent en concurrence. Des programmes qui lèsent davantage les petits producteurs, pour qui les contrats ne se matérialisent jamais ou qui n'en tirent que des bénéfices à court terme.

La hausse des coûts de

production au nom de la protection de l'environnement risque de porter préjudice aussi bien aux agriculteurs français que malaisiens, avec en toile de fond une crise de la survie. En somme, les agriculteurs français comme malais se voient de plus en plus intimé l'ordre de supporter les risques inhérents aux normes environnementales, sans forcément qu'ils en récoltent les bénéfices.

Est-ce à dire que des pays comme la France sont dans une impasse, coincés entre leurs propres intérêts, ceux de leurs partenaires et le bien-être de l'environnement ? Pour faire simple, non.

Tout d'abord, l'interdiction de l'utilisation de l'huile de palme comme biocarburant ne s'attaque pas forcément



au cœur du problème. Les agriculteurs déplorent avant tout le déséquilibre dans le rapport de forces avec la grande distribution et les grosses entreprises, qui récoltent une part démesurée des profits issus du fruit de leur travail.

Par ailleurs, cette interdiction risque d'aggraver le problème, car les restrictions commerciales induisent souvent des représailles qui pourraient fermer d'autres marchés aux agriculteurs. Étant donné que la suppression progressive des biocarburants met en péril les moyens de subsistance des milliers d'agriculteurs du secteur, on ne s'étonnera guère que des responsables indonésiens et malaisiens aient taxé de protectionniste la décision de l'Union européenne, la menaçant d'une riposte commerciale. Si leur menace était mise à exécution, les agriculteurs que la France cherche à protéger pourraient se voir privés de plusieurs marchés.

Prenons par exemple le colza, une huile végétale compétitive dont la France est l'un des principaux exportateurs. La région Asie-Pacifique reste le premier consommateur de colza, et la demande devrait augmenter au cours de la décennie à venir.

En 2018, la Malaisie était le cinquième plus gros importateur de colza et annonçait une hausse de 7,2 % de ses importations annuelles par rapport à l'année précédente. De toute évidence, la demande est forte dans la région, même dans les pays produisant des matières premières concurrentes.

Les agriculteurs français anticipent une récolte de colza

en hausse de 20 % cette année ; colza pour lequel il existe un marché en Asie-Pacifique, et que les Français ne devraient pas négliger. Voilà pourquoi les partisans du libre-échange



« la hausse des coûts de production au nom de la protection de l'environnement risque de porter préjudice aussi bien aux agriculteurs français que malais, avec en toile de fond une crise de la survie »

affirment que les politiques protectionnistes sont contre-productives. Elles reposent sur des gains à court terme, et empêchent les producteurs domestiques de tirer parti d'un grand marché mondial.

Mais alors, comment les États peuvent-ils aborder la problématique de la destruction de l'environnement sans affaiblir leur économie ?

C'est là qu'intervient le programme malaisien de certification d'huile de palme durable (MSPO). Voyant que ses agriculteurs étaient la proie de manœuvres politiques, et que le cours de leurs récoltes était injustement décidé par le marché mondial des matières premières, le Gouvernement malaisien a pris le risque de créer le MSPO. Ce programme vise à faire de l'huile de palme de Malaisie un produit respec-

tueux de l'environnement, qui protège le bien-être des agriculteurs malaisiens et les exploitations qu'ils gèrent. C'est là une alternative bienvenue aux programmes volontaires coûteux, qui met la durabilité à portée de main d'un plus grand nombre de producteurs. Il permet aussi au gouvernement de contribuer activement à la protection des intérêts de ses agriculteurs, sans les accabler, tout en assurant le respect de normes de durabilité strictes.

Malheureusement, les interdictions, et notamment celles émanant des grands blocs commerciaux tels que l'Union européenne, menacent de saper ces avancées. D'autant que les pays en développement ayant déjà instauré des normes de durabilité

demeurent exclus des échanges commerciaux avec l'UE.

À n'en point douter, il existe un avenir dans lequel les agriculteurs de France et de Malaisie trouveront acheteur pour leurs produits sur leurs marchés réciproques. Mais il faudrait pour cela qu'à l'heure de définir des objectifs progressistes exploitant toute la force du commerce mondial, la France et l'Union européenne privilégient le consensus au protectionnisme. ■



Robert Hii est l'éditeur du site *Certified Sustainable Palm Oil (CSPO) Watch* et chroniqueur sur les questions de durabilité et de conservation de la nature pour des publications telles que *National Geographic*, *Global Policy* et le *Huffington Post*

LE DÉBAT SUR LE CLIMAT DOIT ENFIN PRENDRE EN COMPTE LES DROITS DES AGRICULTRICES

Selon **Ndileka Mandela**, si nous voulons réellement intégrer les agriculteurs des pays du Sud au débat sur le climat, il faut que les politiques européennes accordent une place centrale aux droits des femmes dans les campagnes

Le changement climatique est lourd de conséquences pour l'Afrique, un continent où la variabilité climatique est extrêmement forte. Des conséquences d'autant plus violentes que l'agriculture, dont la majorité de la population dépend pour

assurer sa subsistance, est la colonne vertébrale de l'économie africaine.

Pour autant, l'Europe n'est pas à l'abri de la crise climatique, ainsi qu'en témoignent les inondations mortelles de cet été. Barbara Pompili, ministre de la Transition écologique, a déclaré que la planète était « à bout de souffle », et que ces inondations

étaient le signe que « le climat devient une menace ».

En juillet, la France a adopté une loi phare pour combattre le changement climatique et réduire les émissions nationales de CO₂. Cependant, le président Emmanuel Macron s'est retrouvé sous le feu des critiques pour avoir manqué d'ambition dans sa tentative de mettre l'action climatique au

cœur de l'agenda politique.

On ne peut toutefois ignorer le rôle que joue la France dans la structuration des débats internationaux sur l'environnement hors de ses frontières ; l'Afrique montre d'ailleurs combien cette influence politique est grande. Après tout, l'Accord de Paris sur le climat porte le nom de la capitale française.

À l'échelle mondiale, la France jouit d'une grande force de conviction, qu'elle a en partie



acquise en investissant dans le développement rural. La France est l'un des principaux contributeurs au Fonds international de développement agricole (FIDA), qu'elle abonde à hauteur de plus de 600 millions de dollars.

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les exploitations familiales gèrent quelque 75 % des terres arables de notre planète. La plupart de ces petites exploitations comptent moins de 5 hectares de terres.

Cette proportion est encore plus importante en Afrique subsaharienne : 80 % de la production agricole est assurée par de petits producteurs, et la main-d'œuvre féminine y est la plus importante au monde. Bien que plus de 60 % des femmes en activité en Afrique subsaharienne travaillent dans l'agriculture, elles sont souvent traitées différemment des hommes dans la législation et les politiques locales en raison de leur genre.

Il est scandaleux de constater que les femmes ne possèdent que 20 % des terres : en effet, les agriculteurs lèguent généralement leurs terres à leur fils, entretenant ainsi le déséquilibre. Pire encore, les hommes ont plus de chances de mettre la main sur le capital, le matériel et les technologies nécessaires pour gagner correctement leur vie dans le secteur agricole.

Il y a peu, le réseau Solidaridad a proposé des principes pour encourager la création de partenariats plus constructifs avec les petits exploitants, dont l'accès équitable aux ressources ; le commerce équitable, l'équité sociale et la justice sociale ; et l'inclusion et l'autonomisation des femmes.

Pourtant, les femmes de-

« Il est impératif que des politiques viennent encadrer le secteur de l'huile de palme pour que les femmes y bénéficient de conditions de travail justes »

constitue une source de revenus pour les femmes des campagnes.

Il est impératif que des politiques viennent encadrer le secteur de l'huile de palme pour que les femmes y bénéficient de conditions de travail justes. En ce sens, la Malaisie a créé un programme de certification légalement contraignant, le MSPO, qui est un modèle de



meurent souvent invisibles au sein de la chaîne d'approvisionnement des matières premières. Le secteur de l'huile de palme en Afrique en est un exemple : dans de nombreuses régions d'Afrique, cette plante fait partie intégrante de la culture locale, et

réussite en matière d'inclusion des femmes, en cela qu'il prévoit des garanties pour les droits humains et les droits des femmes.

La Malaisie a notamment enregistré une baisse de la déforestation, ce qui montre que la consolidation des droits des agricultrices peut contribuer à la protection de l'environnement. L'industrie de l'huile de palme

ne doit pas faire obstacle à l'autonomisation des femmes, mais au contraire veiller à ce que leurs droits soient protégés par un cadre juridique.

Certaines des plus grandes entreprises de négoce de matières premières tropicales ont vu le jour à l'époque coloniale, et demeurent présentes dans les pays qu'occupaient jadis les puissances coloniales. Si les nations européennes ayant un passé colonial souhaitent réellement inclure les pays du Sud dans le débat sur le climat, elles doivent intégrer les droits des femmes des campagnes à leurs politiques.

En écoutant ce qu'ont à dire les agricultrices des communautés rurales, nous serons plus à même d'élaborer des politiques traduisant un véritable engagement en faveur des droits des femmes. Si des secteurs tels que l'huile de palme bénéficient du soutien de pays tels que la France, ils pourront non seulement gagner en durabilité, mais aussi s'attaquer aux problématiques sociales en donnant plus de pouvoir aux femmes des campagnes. ■



Ndileka Mandela dirige la Thembekile Mandela Foundation, une organisation consacrée à l'amélioration du quotidien des campagnes, et est la petite-fille de Nelson Mandela, ancien président de l'Afrique du Sud

CRISES DU CLIMAT ET DE LA BIODIVERSITÉ ENTRE URGENCE ET RÉALISME

Pour **Jeremy Lissouba**, nous ne pouvons simplement déplorer notre incapacité à atteindre les Objectifs de développement durable ou les Objectifs d'Aichi pour la diversité biologique : nous devons aussi comprendre les raisons de ces échecs répétés

Qu'il s'agisse de la hausse des températures mondiales, qui devrait dépasser 1,5 °C d'ici 2040, ou de l'extinction qui menace un quart des espèces de notre planète, les crises du climat et de la biodiversité sont d'une urgence palpable.

Lors de la COP 26 de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Glasgow, et de la deuxième partie de la COP 15 de la Convention sur la diversité biologique (CDB) qui se déroulera l'an prochain à Kunming, nous devons faire preuve d'ambition, car c'est de notre survie qu'il est désormais question. Mais que les États ne commettent pas l'erreur de confondre ambition et extrêmes. Autrement dit, ne cédon pas à la tentation du couperet pour un travail qui se veut nécessairement minutieux.

Cela ne signifie pas que les négociateurs ne conçoivent pas l'arduité de faire converger des enjeux et des intérêts aussi divers, sans succomber aux insuffisances des plus petits dénominateurs communs. Il s'agit plutôt d'affirmer que les meilleures politiques ne sont pas forcément celles qui placent la barre le plus haut, mais celles qui ont les plus fortes chances d'être percutantes et d'être mises en œuvre avec succès. Cela est d'autant plus vrai si les stratégies se voulant ambitieuses finissent par occasionner plus de tort que de bien.

Prenons, par exemple, la Directive révisée sur les énergies renouvelables (RED II) de l'Union européenne, qui vise,

entre autres, à éliminer progressivement l'importation d'huile de palme comme intrant pour la fabrication de biocarburants d'ici 2030. Le mois dernier, le ministre allemand de l'Environnement annonçait que l'Allemagne atteindrait cet objectif d'ici 2023, tandis que la France l'a pleinement intégré à sa Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée.

Certes, les préoccupations de l'UE sont légitimes, au vu notamment des liens historiques entre déforestation, destruction des habitats et production d'huile de palme. Toutefois, il y a de bonnes raisons de croire qu'elles s'appuient davantage sur des considérations économiques, et non écologiques ou sociales. Pire : elles ne semblent pas tenir compte des évolutions positives notables dans le

secteur de l'huile de palme, notamment en matière de transparence et de durabilité.

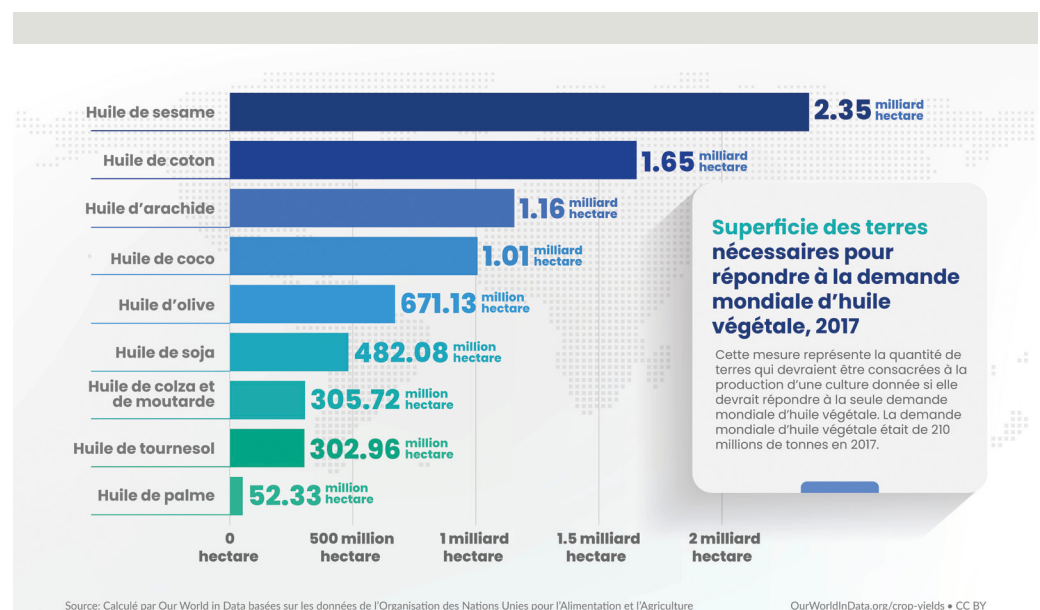
Il faut certainement reconnaître que les objectifs de l'Europe en matière de protection de la biodiversité n'en sont pas moins louables. A titre d'exemple, la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB) de la France, qui a pour but de préserver, de restaurer et d'accroître la biodiversité vivante, en France comme à l'étranger dans un esprit de « solidarité mondiale », positionnent Paris comme un des chefs de file mondial pour la protection de la biodiversité.

Cela dit, en France et en Allemagne, 60 à 75 % des biocarburants sont produits à partir de colza, une culture au rendement quatre à dix fois moindre par unité de surface que l'huile de palme, tout en étant plus gourmande en engrais et en pesticides. Un compromis pour le moins douteux tant

sur le plan écologique que sur le plan économique.

Soulignons également que les 4 à 20 % de biocarburants produits à partir d'huile de palme dans ces deux pays sont une source de revenus inestimable pour quelque 6 millions de personnes (2,2 millions de petits producteurs), dont la subsistance dépend de la production d'huile de palme. Ces producteurs vivent pour la plupart dans des pays déjà confrontés au double défi du développement socioéconomique et de l'adaptation aux changements climatiques.

Malheureusement, en interdisant aveuglément des produits tels que l'huile de palme, la France néglige l'agriculture durable et pénalise ainsi des producteurs ayant fait d'immenses progrès dans la protection de la biodiversité, le ralentissement de la déforestation et la lutte contre





les changements climatiques. L'Asie du Sud-Est, l'une des régions à la biodiversité la plus riche au monde, en est peut-être le meilleur exemple.

Prenons le cas de la Malaisie, qui reflète bien cette maladresse. Ce pays, l'un des plus gros producteurs d'huile de palme, a fait de grands progrès en matière de durabilité. En trouvant un équilibre délicat entre des mesures punitives (sanctions, amendes) à effet dissuasif, et des primes accordées aux agriculteurs pratiquant le « zéro déforestation », la Malaisie a considérablement amélioré la santé de ses forêts tropicales. Le tout sous l'égide d'un programme, appliqué à l'échelle nationale par le gouvernement, dénommé : Malaysian Sustainable Palm Oil (MSPO).

Mais le modèle que propose le Sud-Est asiatique n'est pas le seul. En République du Congo, la grande majorité des palmiers non indigènes sont plantés dans les savanes : en d'autres termes, ils n'entraînent aucune déforestation et contribuent

même au reboisement, ainsi qu'à l'enrichissement des sols grâce au compagnonnage végétal en association avec des légumineuses. Ce qu'ont accompli la Malaisie et le Congo, l'Europe devrait justement le mettre en lumière, l'étudier et le soutenir, notamment par le biais du commerce.

En somme, ce qui semble être un remède peu coûteux à la déforestation et à la perte de biodiversité permet peut-être de se donner bonne conscience, mais pourrait s'avérer à terme plus préjudiciable et sans grand impact en contrepartie. Surtout, cet état de fait incarne ce qui risque d'être l'un des plus gros obstacles à de réels progrès lors des COP 26 et COP 15.

Malgré l'urgence certaine et la nécessité de mesures radicales pour remédier aux crises qui menacent aujourd'hui l'humanité, nous devons faire preuve d'un plus

grand discernement quand le choix s'impose entre le couperet et le scalpel.

Loin de moi l'idée de dénigrer l'Europe, qui a pris l'initiative d'adopter des objectifs ambitieux pour elle-même et pour la planète dans les luttes contre les changements climatiques et la perte de biodiversité, il s'agit plutôt d'un appel au bon sens, à l'audace mesurée et au réalisme.

Nous ne pouvons simplement déplorer notre incapacité à atteindre les Objectifs de développement durable ou les Objectifs d'Aichi pour la diversité biologique : nous devons aussi comprendre pourquoi les États ne cessent d'échouer à honorer leurs engagements.

Nous ne pouvons pas simplement pester contre nos échecs mais plutôt œuvrer à élaborer, de concert et en toute bonne foi, des solutions pragmatiques à la hauteur des préoccupations, des besoins, des capacités et des responsabilités de chaque nation et des vies qu'elles représentent.

Cela, nous devons le faire tout en conservant nos plus

hautes aspirations, et en gardant à l'esprit que oui, le temps nous est compté, mais sans pour autant confondre ambition et bonnes intentions avec vœux pieux et faux espoirs. ■



Jeremy Lissouba, député, préside le groupe d'opposition à l'Assemblée nationale de la République du Congo, est membre de la Commission permanente pour l'environnement et le développement durable, et membre du programme Leaders : Africa de la Fondation Obama

LA DURABILITÉ UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE DES CONSOMMATEURS

Pour Mariam Harutyunyan, l'élaboration de certifications nationales décidées en coopération avec les gouvernements, à l'instar du MSPO en Malaisie, est nécessaire pour répondre à la demande des consommateurs en produits durables

Selon une enquête menée il y a peu par la Commission européenne, les citoyens européens considèrent le changement climatique comme le plus grave problème auquel le monde est confronté. Une préoccupation qui influence directement la façon dont ils consomment, leur rapport aux marques, les produits qu'ils achètent (y compris en fonction de leur emballage), etc. Sans surprise, la durabilité est désormais une question centrale pour les consommateurs européens.

Dans une enquête publiée récemment par Deloitte, 32 % des personnes interrogées se disaient déterminées à adopter un mode de vie plus durable, tandis que 28 % indiquaient avoir arrêté d'acheter certains produits en raison des problèmes éthiques ou environnementaux qui y étaient liés. Mais le plus marquant, c'est de voir à quel point cette tendance s'est propagée dans tous les secteurs, de la mode à l'alimentation.

Prenons la France, où de plus en plus de personnes sont disposées à acheter des produits durables. En 2019, 46 % des citoyens français privilégiaient les vêtements écoresponsables, 57 % achetaient des produits de beauté biologiques et 50 % des consommateurs affirmaient acheter des aliments et boissons durables.

Cependant, il arrive souvent que les consommateurs se trompent de cible, en raison des idées fausses qui circulent et de leur méconnaissance des problématiques complexes

liées à la durabilité. L'huile de palme, l'une des huiles végétales les plus utilisées au monde, en est l'exemple parfait. Malheureusement, cette matière première, que l'on retrouve dans de nombreux secteurs, est surtout connue pour ses liens avec la déforestation. Certains réclament ainsi son interdiction, ou appellent à lui substituer d'autres huiles. Toutefois, la question de l'approvisionnement en huile de palme est loin d'être aussi univoque qu'ils ne le laissent entendre.

Un rapport publié par Forum for the Future, un conglomerat international réunissant diverses parties prenantes telles que M&S Unilever ou Upfield, et des ONG comme le WWF-UK et IUCN-NL, révèle ainsi que le boycott de certaines huiles et matières grasses est une solution par trop simpliste à un problème complexe. Autrement dit, prendre une culture pour cible et la remplacer par une autre peut entraîner des répercussions négatives ailleurs.

Pour faire simple, les interdictions ne produisent pas le

résultat escompté, à savoir enrayer la déforestation ou la perte de biodiversité. Elles obligent en effet les consommateurs à se reporter sur des substituts, tels que le colza, le soja ou le tournesol, qui nécessitent tous bien plus de ressources, d'eau et de terres que l'huile de palme.

Vient ensuite la question des petits exploitants agricoles et de leurs moyens de subsistance. Ils représentent 40 % de toute la production mondiale d'huile de palme. Si le monde arrêta soudainement d'acheter de l'huile de palme, ces agriculteurs se retrouveraient privés de leur source de revenus.

Il existe divers moyens d'encadrer le secteur pour atténuer les problèmes liés à l'huile de palme, sans pour autant mettre en péril les forêts, les agriculteurs ou l'avenir de la planète. De nombreuses multinationales, dont Marks & Spencer et L'Oréal, se sont engagées à n'acheter que de l'huile de palme produite de façon durable, et ont ainsi obtenu de très bonnes notes au classement Palm Oil Buyers du WWF.

Elles se sont également efforcées d'intégrer les agriculteurs à diverses initiatives pour la durabilité : une tâche ardue, car bon nombre de

ces petits producteurs sont indépendants et beaucoup moins bien organisés. C'est pourquoi il demeure crucial de travailler avec les gouvernements sur les mesures prises en faveur de la durabilité.

En tant que deuxième producteur mondial d'huile de palme, la Malaisie propose une solution convaincante. Grâce à son programme national de certification, le pays produit désormais 90 % de son huile de palme de façon durable et a fortement endigué la déforestation ces dernières années.

Pour satisfaire la demande grandissante en produits durables des consommateurs, il faut que les initiatives actuelles soient diffusées auprès du plus grand nombre, et qu'un débat soit lancé pour identifier les améliorations à leur apporter. La présidence française de la Commission européenne en 2022 pourrait bien y contribuer. En reconnaissant à leur juste valeur les programmes de durabilité actuels, comme le MSPO, et en les accompagnant, la France pourra consolider l'acceptation globale de l'huile de palme durable en Europe. En espérant que, ce faisant, les consommateurs seront en mesure de faire des choix plus verts, et plus durables. ■



Mariam Harutyunyan est consultante en innovation durable et fondatrice de la marque belge de vêtements streetwear durables KinArmat



« Il existe divers moyens d'encadrer le secteur pour atténuer les problèmes liés à l'huile de palme, sans pour autant mettre en péril les forêts, les agriculteurs ou l'avenir de la planète »

